

GESTION DE L'HYGIENE MENSTRUELLE : COMPORTEMENTS ET PRATIQUES DANS LA REGION DE KÉDOUGOU, SENEGAL



Femme allant faire ses courses avec laalebasse traditionnelle au marché local de Kédougou
PHOTO : Javier Acebal/WSSCC/ONU Femmes

L'étude sur la gestion de l'hygiène menstruelle dans la région de Kédougou (Sénégal) est la deuxième d'une série de recherches qu'ont lancé le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) et ONU Femmes dans le cadre du programme conjoint « Genre Hygiène et Assainissement » mené en Afrique de l'Ouest et du Centre.

La question de l'hygiène menstruelle est un point d'entrée qui permet de mettre en lumière le caractère sexo-spécifique des besoins des femmes et des jeunes filles en matière d'équité et de droit humain à l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

Or, les informations sur cette question sont rares, et les pratiques et comportements dans ce domaine sont peu voire non documentés.

L'étude de Kédougou a pour objectif principal de constituer une base de données et d'informations sur les politiques publiques, les comportements et les pratiques en matière de gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) au Sénégal, et d'analyser leur impact sur les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans cette région principalement rurale et particulièrement pauvre du pays.

Elle combine revue documentaire, observations directes, et collecte et analyse de données qualitatives et quantitatives. L'échantillon retenu pour la collecte des données quantitatives a été tiré au hasard parmi les femmes et les filles âgées de 11 à 63 ans. Au total, plus de 750 d'entre elles y ont participé.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

L'étude a démontré que les femmes sont de facto en charge des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement au sein des habitations et de la communauté, mais qu'elles sont exclues des processus de prises de décision, de planification et de mise en œuvre des programmes WASH.

Les femmes sont **faiblement représentées ou absentes des instances de prises de décision** et les organisations non gouvernementales (ONG) et associations de femmes ne s'intéressent pas systématiquement au design et à la fourniture des services WASH. Ainsi, les femmes ne disposent pas de forum pour faire entendre leur voix ou revendiquer leurs besoins relatifs à la gestion de l'hygiène menstruelle.

La menstruation est un sujet tabou dans une communauté marquée par des **croyances et des mythes** qui influencent sa gestion et la vie quotidienne des femmes et des filles. Considéré comme une impureté ou même une maladie, le sang menstruel est géré avec secret. Les mères ne parlent souvent pas des menstruations avec les filles pré-pubertes.

Pendant leurs règles, les **femmes et les filles sont sujettes à diverses restrictions qui peuvent être d'ordre religieuses, alimentaires, domestiques ou sexuelles.**

Alors que les participantes à l'étude ont démontré une connaissance basique des menstruations, notamment leur durée et l'âge moyen des premières règles, elles ne pouvaient expliquer pourquoi les femmes avaient leurs règles. Elles ne possédaient pas non plus de connaissances sur les liens entre le cycle menstruel et la santé de la reproduction.

Le silence autour des menstruations se reflète également dans les documents de politiques sectorielles de la santé, de l'éducation, de l'assainissement, l'eau et l'hygiène.

La revue des documents de politiques publiques a révélé que les services et infrastructures dans les différents secteurs ignorent les besoins des femmes et des filles. Aucune des toilettes visitées par l'équipe de l'étude n'était prévue pour le lavage de la femme en menstruation, elles ne permettaient pas non plus que les femmes se lavent en privé et dans la dignité. Cette observation vaut également pour les toilettes partagées dans les grandes habitations, celles dans les lieux d'éducation, les lieux de travail notamment les marchés ou les femmes sont présentes en grand nombre, dans les centres de santé et les prisons. Seule l'une des toilettes observées avait du savon et de l'eau.



Les filles parlent dans le village de Ethiowar. PHOTO : Javier Acebal/WSSCC/ONU Femmes

La moitié des écoles visitées ne possédaient pas de toilettes. Pour celles qui en étaient dotées, les toilettes observées n'étaient pas convenablement entretenues et les élèves ne les utilisaient pas. Parmi les marchés visités, un seul disposait de toilettes que les femmes n'utilisaient pas en raison de leur état insalubre et parce qu'elles ne souhaitaient pas partager les toilettes avec les hommes.

L'absence d'infrastructures adaptées a un impact significatif sur la vie quotidienne des femmes. **Près de 40% des filles interrogées disent manquer l'école au moins une fois dans le mois durant leurs règles.** Et la majorité des femmes actives disent que leurs activités sont irrégulières pendant cette période et réduisent leur mobilité. Elles préfèrent rester à la maison.

De même, cette absence d'infrastructure adaptée influence particulièrement la manière dont le matériel hygiénique est utilisé. Les femmes lavent le matériel utilisé à la maison et le sèchent dans les toilettes ou dans la chambre. Peu de femmes le sèchent au soleil par discrétion ou par peur de malchance. **Beaucoup de femmes et de filles jettent les déchets menstruels dans les latrines.**

Une faible gestion de l'hygiène menstruelle peut causer des infections et avoir un impact négatif sur la santé reproductive. **En effet, 90% des femmes et des filles interviewées à Kédougou ont été victimes de mutilations génitales féminines. Près d'un quart d'entre elles a déjà subi une infection pendant les menstruations** ce qui suggère un lien entre cette pratique et une vulnérabilité accrue aux infections.

RECOMMANDATIONS

La gestion de l'hygiène menstruelle est une porte d'entrée privilégiée pour aborder les problèmes plus larges d'équité et d'égalité des sexes en matière d'éducation, de santé, d'hydraulique et d'assainissement. Aujourd'hui, cette question est absente des politiques publiques du Sénégal.

Les résultats de la présente étude montrent qu'il est primordial de **réviser ces stratégies et politiques publiques et d'y intégrer explicitement l'hygiène menstruelle**, y compris au niveau local, afin de permettre l'accès et la jouissance des droits humains, économiques, sociaux et culturels aux femmes et des filles.

Les services déconcentrés de l'État ont en ce sens un rôle majeur à jouer à travers des politiques publiques appropriés, des ressources financières adéquates et un suivi systématique. Cette étude recommande de :

1. **Briser le silence** sur ce sujet tabou et éliminer les obstacles et contraintes fondées sur des croyances et mythes néfastes pour les femmes et les filles.
2. S'assurer que les **infrastructures** et les **modules de formations** intègrent la gestion sûre et hygiénique des menstruations.

3. Et enfin, s'assurer que des systèmes sont mis sur pied pour **l'élimination sans risque des déchets menstruels**, en privé et dans la dignité; que ceux-ci soient disponibles tant au niveau des habitations qu'au niveau des infrastructures publiques et qu'ils soient intégrés dans la planification.

L'étude a également mis en évidence un besoin d'information sur la biologie des menstrues et la gestion de l'hygiène menstruelle. **Renforcer les capacités du personnel de santé et des enseignants** est indispensable pour aborder cette question de manière professionnelle avec les patientes ou les élèves.

Intégrer des modules de formation sur la gestion de l'hygiène menstruelle dans les curricula des enseignants, des écoles santé et des établissements d'enseignement supérieur spécialisés sur les questions de l'eau, l'assainissement et l'environnement constituerait une première étape dans ce sens.

suite à la page suivante »

Des **campagnes de sensibilisation et de vulgarisation** doivent aussi être menées au niveau national et local pour démystifier les croyances qui entourent la GHM au sein de la population. Il est notamment crucial d'expliquer le processus d'ovulation et le cycle menstruel, d'analyser et de déconstruire les mythes et tabous qui entravent les droits des femmes et des filles.

En parallèle, il est recommandé de **sensibiliser les chefs religieux, leaders communautaires et chefs des services déconcentrés**. Ces décideurs ont en effet un rôle important à jouer dans l'analyse genre et dans la prise en compte des besoins des femmes et des filles. Les associer aux activités qui sont menées au niveau local est important pour qu'ils comprennent la problématique et soutiennent la **participation des femmes** aux discussions et décisions qui affectent leur vie.

Enfin, la question de la **gestion de l'hygiène menstruelle doit aussi être traitée par l'administration pénitentiaire**, en tenant compte du droit international et des dispositions relatives au traitement des détenus en prison.⁴⁰ En effet, selon les règles minimales pour le traitement des détenus, adoptées par le premier Congrès des Nations-Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, « seules des fonctionnaires féminins doivent assurer la surveillance des femmes détenues. Ceci n'exclut pas cependant que,

pour des raisons professionnelles, des fonctionnaires du sexe masculin, notamment des médecins et des instituteurs, exercent leurs fonctions dans les établissements ou sections réservés. » De même, le médecin en prison doit faire des inspections régulières et conseiller le directeur en ce qui concerne l'hygiène et la propreté de l'établissement et des détenus. Concernant l'hygiène menstruelle, différentes options peuvent être retenues telles que la mise à disposition de kits d'hygiène, la formation du personnel et l'amélioration des infrastructures.

La prise en compte des besoins des catégories spécifiques femmes telles que les personnes vivant avec un handicap et les détenues nécessite d'adapter les infrastructures en y installant notamment des rampes d'accès, en évitant les matériaux glissant et en leur fournissant l'assistance humaine dont elles pourraient avoir besoin. Quoi qu'il en soit, il est conseillé selon le contexte de **recueillir davantage d'informations** qui permettent de mieux identifier leurs besoins et d'y apporter une solution pratique.

L'étude a également mis en lumière les **conséquences de l'excision sur l'hygiène menstruelle et la santé des femmes et des jeunes filles qui sont excisées**. Cette question doit être approfondie et faire l'objet d'une recherche ciblant spécifiquement les filles et femmes ayant subi une mutilation génitale.

